

# **LE PROJET D'UNION MEDITERRANEENNE... EN LAMBEAUX : LA DECEPTION**

**Pierre PASCALLON**  
Professeur Agrégé de Faculté

- « Où est le destin de la France ? A l'Est ou au Sud ? », questionnait déjà SULLY répondant à une problématique ouverte par HENRI IV. Ce qui est sûr - en réponse à cette interrogation - c'est que, de toujours, dans la réalité, notre pays - pays charnière, coïncé entre la mer et la terre - n'a cessé, au vrai, de privilégier l'Est, la dominante continentale ; et que, aujourd'hui encore, la politique extérieure de la France est bien, avant tout, centrée sur l'axe continental européen,... au détriment de l'axe Sud.

Comment, dès lors, dans cette perspective, ne pas applaudir l'initiative du Président Nicolas SARKOZY - elle était celle du candidat à l'Élysée dans le discours fondateur de Toulon (le 7 février 2007) - pour un projet d'« Union Méditerranéenne » de nature à rééquilibrer vers le Sud et vers la mer notre vieille tendance séculaire portée davantage vers l'Est et vers la terre.

De quoi s'agissait-il, en effet, pour retenir l'essentiel sous ce label « projet d'Union Méditerranéenne » ? Rien moins que de transposer vers le Sud le schéma initié pour beaucoup par la France avec l'élaboration de l'« Union Européenne ». En clair, sous l'impulsion de notre nation, qui a toute raison, là aussi, d'être le fer de lance de ce projet (sa façade méditerranéenne,...), tous les **pays riverains** de la Méditerranée - et exclusivement eux - s'engagent dans un processus de partenariat égalitaire pour construire leur destin commun.

Tous les pays riverains ? Les pays riverains du « Nord » de la Méditerranée : la France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce,... se retrouveraient ainsi dans une même « communauté » avec les pays riverains du « Sud » : les pays du Maghreb. Une « communauté » ? L'idée est bien, à terme - en s'inspirant, on l'a dit, de l'Union Européenne qui implique une intégration et des institutions spécifiques - de parvenir - « expérience originelle et unique » (N. SARKOZY) - pas seulement à nouer des relations entre le Nord et le Sud de la *Mare Nostrum* - la Méditerranée vue comme « passerelle » entre le Nord et le Sud -, mais à fonder et à construire, à terme, une nouvelle entité, sinon géopolitique, qui se doterait, pour se faire, d'un « Conseil de la Méditerranée » (comme l'Europe a un Conseil de l'Europe), de structures et d'un budget propres, mettrait en place des projets et des politiques communes à l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen.

On mesure - sur ce raccourci vrai - l'ampleur, l'ambition de ce projet « d'Union Méditerranéenne » - retrouvant et dépassant la traditionnelle politique arabe de la France - pour refaire au XXI<sup>ème</sup> siècle - autour de cette Mer intérieure qui joue le rôle de double trait d'union entre le Nord et le Sud et entre l'Est et l'Ouest, au milieu des peuples d'Europe, d'Afrique et de l'Orient - du pôle méditerranéen qui paraissait en déclin irréversible depuis le XVI<sup>ème</sup>, à nouveau une zone d'excellence, de prospérité, de paix, de lumière et d'espérance.

- On sait malheureusement la suite. Ce projet d'« Union Méditerranéenne » - que le Président SARKOZY voulait concrétiser sur deux jours à Paris, les 13 et 14 juillet prochains, avec tous les acteurs concernés - a inquiété rapidement nos partenaires européens. Les pays du Nord de l'Europe n'ont pas caché leur réticence à voir se mettre en place

un projet qui privilégierait... le Sud... plutôt que l'Est. La Chancelière allemande, Angela MERKEL, a été particulièrement réservée, dès l'origine, devant cette initiative française de nouvelle union susceptible de concurrencer l'Union Européenne, de fractionner l'UE dans ses relations avec son voisinage et a menacé - si Nicolas SARKOZY s'entêtait à donner suite à son projet - d'orienter, demain, davantage, l'Allemagne vers l'Europe centrale et orientale. Et de rappeler fermement à notre jeune Président que l'Union Européenne ne l'a pas attendu pour se préoccuper du « Sud » et de « la Méditerranée ». Elle faisait, bien sûr, écho au processus euro-méditerranéen, créé à Barcelone en 1995 - on va parler de « processus de Barcelone » - afin de construire un partenariat global et durable entre l'Europe et ses vieux voisins de la Méditerranée.

Après des mois de tension, Nicolas SARKOZY a dû prendre en compte cette levée de boucliers et raboter les ambitions de son projet d'union méditerranéenne. Cela s'est fait dans le cadre du compromis franco-allemand du 3 mars 2008, à Hanovre, en marge du Salon mondial des nouvelles technologies ; compromis présenté conjointement par le Président français et la Chancelière allemande au Conseil Européen du 13 mars 2008.

Force est bien de reconnaître qu'au terme de ce laborieux marchandage - dont l'Allemagne sort victorieuse -, le projet d'« Union Méditerranéenne » perd quasiment toute sa substance en devenant le projet « Processus de Barcelone - Union pour la Méditerranée ». La preuve ? Initialement, seuls les pays riverains pouvaient être membres fondateurs de l'Union ; désormais, tous les membres de l'UE - non riverains compris - seront membres de plein droit du projet, comme dans celui de Barcelone. Par ailleurs, alors - on l'a dit - que l'ambition initiale du projet méditerranéen était de prendre modèle sur les pères fondateurs de l'Europe et d'appliquer leurs méthodes au bassin méditerranéen, on assure désormais que l'« Union pour la Méditerranée » sera fondée sur le principe de la coopération et non plus sur celui de l'intégration. Enfin - résumant le tout -, le projet initial spécifique d'« Union Méditerranéenne » devra, au final, s'inscrire dans la structure déjà existante du « processus européen de Barcelone », ce rattachement et cette réintégration du projet d'Union Méditerranéenne à Barcelone - ainsi enrichi et transformé nous dit-on - nous donnant le projet : « processus de Barcelone - Union pour la Méditerranée » ; projet se voulant, au vrai, la nouvelle étape, demain, plus active, plus fructueuse de coopération de l'Union Européenne avec les pays du Sud, de la Méditerranée, dans le prolongement - on l'a vu - de la démarche lancée en 1995.

- Et comme si ce démantèlement du projet initial d'Union Méditerranéenne de Nicolas SARKOZY ne suffisait pas, la Commission Européenne, ces dernières semaines, continue - avec l'appui tacite sinon ouvert de l'Allemagne et de quelques autres - à torpiller le peu qui restait du dessein du nouveau locataire de l'Elysée :

1-en dévoilant très officiellement, dès le 20 mai 2008, à Strasbourg - avant, donc, qu'en soient saisis les participants du Sommet de Paris - ce

que doivent être, à son sens, les secteurs prioritaires d'action à retenir demain par les pays qui bordent la *Mare Nostrum* : gestion de l'eau et dépollution en Méditerranée, énergies renouvelables,...

2-en exigeant - concernant les institutions de la future « union » - que la co-Présidence tournante voulue par Nicolas Sarkozy - avec un représentant des pays du « Nord », un représentant des pays du « Sud » - soit assurée, demain, pour le « Nord », par le futur Président permanent du Conseil de l'UE (le Chef de l'Etat français pensait légitimement qu'elle reviendrait à Paris pour les deux premières années).

Et les cravatés de Bruxelles n'ont pas terminé leur offensive puisqu'on dit qu'ils verraient bien, au final, que le Sommet de Paris du 13 juillet (sur un seul jour et non deux, comme initialement prévu et souhaité par la France) avalise - ils poussent le nom pour le Conseil Européen du 19-20 juin qui devrait définitivement ratifier le projet - le label de « Processus de Barcelone + ».

Et bien, disons-le tout net : trop, c'est trop ! On comprend la déception - et c'est la nôtre aussi - de Nicolas SARKOZY (s'y ajoute même de la colère) sur ce dossier, après tous les efforts qu'il a déployés pour remettre sur les rails l'Europe de Monsieur BARROSO après les échecs et les blocages que l'on sait. Mais on voit mieux aussi, au final, qu'à force de pousser à la réalisation et à la réalité d'une Europe fédérale (monnaie unique hier, avancées du traité de Lisbonne demain) - là où, pour nous, il ne saurait être question d'aller au-delà d'une Europe confédérale -, la France a perdu toute capacité de politique extérieure spécifique.